

Les conditions d'indemnisation des commerçants fixées

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5240 - Dimanche 6 décembre 2020 - Prix : 10 DA

Epidémie

9 décès et 772 contaminations en 24 heures

Rareté du remède antigrippal

Les malades chroniques peinent à se faire vacciner contre la grippe

Le difficile choix d'un vaccin

Par Mohamed Habili

Les autorités sanitaires nationales ont voulu se montrer particulièrement claires quant à savoir pour quel vaccin, parmi ceux dont leurs fabricants disent qu'ils sont déjà prêts à l'emploi ou alors tout près de l'être, elles opteront : qu'on ne compte pas sur elles pour se décider pour un vaccin qui n'aurait pas été préalablement validé par l'OMS. Il faut dire que les laboratoires de par le monde ayant déjà fait savoir qu'ils avaient mis au point un vaccin anti-Covid n'ont toujours pas rendu publiques les données expérimentales corroborant leurs affirmations. Tant que cela n'est pas fait, difficile en effet de faire un choix qui soit inattaquable aussi bien du point de vue sanitaire que sous d'autres rapports, dans le cas par exemple de l'apparition d'un ou de plusieurs effets secondaires à ce point pernicieux qu'il faudrait stopper la vaccination. Une éventualité qu'on peut d'autant moins écarter qu'on ne dispose pas en l'occurrence de suffisamment de recul, même à supposer que les laboratoires en question n'aient dérogé en rien au protocole scientifique en vigueur en pareil cas. Interrogé tout récemment à ce propos, le président français, dont le pays pourtant s'apprête à lancer la vaccination, n'a pas hésité à dire qu'au point où nous en sommes tous, nous ne savons pas suffisamment ni sur le vaccin ni même sur le virus.

Suite en page 3

Afin d'alléger la pression sur les grands hôpitaux

Benbouzid annonce de nouvelles mesures

- Vers une baisse sensible des prix des PCR et tests antigéniques
- La production locale dérange les «lobbies de l'importation»



PH/D. R.

Afin d'alléger la pression sur les grands hôpitaux, notamment à Alger, plusieurs centres de soins de proximité seront dotés d'équipements, ce qui permettra, sans doute, une meilleure prise en charge des malades infectés par le virus Covid-19, a fait savoir le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid. [Page 2](#)

La lutte contre le Covid-19 complique l'accès aux soins

Les malades du sida victimes collatérales de l'épidémie

Huit personnes secourues

Effondrement d'un vieil immeuble à La Casbah d'Alger

Afin d'alléger la pression sur les grands hôpitaux

Benbouzid annonce de nouvelles mesures

■ Afin d'alléger la pression sur les grands hôpitaux, notamment à Alger, plusieurs centres de soins de proximité seront dotés d'équipements, ce qui permettra, sans doute, une meilleure prise en charge des malades infectés par le virus Covid-19, a fait savoir le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid.



P.H.D.R.

ment, a promis, hier, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmad. «Nous les importons autour de 5 dollars/test, mais une fois fabriqués localement, ils nous reviendront à 4 dollars/test. A ce prix-là, ils pourront être disponibles pour 1 500 ou 2 000 dinars/test au niveau des laboratoires ou, peut-être même, au niveau des pharmacies, comme cela se fait dans un certain nombre de pays dans le monde», a-t-il avancé.

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique avait annoncé que les tests PCR et antigéniques allaient être produits par trois laboratoires nationaux que sont «HUPP et IMD», pour les kits de prélèvement et de transport, avec une capacité de production journalière de 80 000 kits, «IMD» pour les kits réactifs PCR avec une capacité de production journalière de 10 000 kits, et «Salem» pour les tests antigéniques, avec une capacité de production journalière de 30 000 tests.

La production locale dérange les «lobbies de l'importation»

Le marché algérien souffrait effectivement de quelques centaines de produits pharmaceutiques en rupture, comme cela a été rapporté par des acteurs du marché. Le ministre n'a pas hésité à qualifier de «lobbies de l'importation» ceux qui «essayent de

semer le doute sur les produits fabriqués en Algérie».

Plus explicite, il a argumenté que les produits cités comme étant «en rupture» ont généralement leurs équivalents fabriqués localement. Ces «lobbies de l'importation» préfèrent, selon lui, les produits importés, considérant tout produit qui n'est pas importé comme étant en rupture, en dépit de la disponibilité de son générique. Ainsi, les déclarations sur les ruptures de certains médicaments vitaux ont été faites, selon lui, «de manière volontaire» dans l'objectif de «saper les efforts du ministère de l'Industrie pharmaceutique qui est en train de mettre un plan d'action inédit pour l'Algérie, permettant de lutter contre la surfacturation (des importations) et d'assurer une croissance importante de la production nationale». Benbahmad soutient que sa politique «dérange ces lobbies», car elle a permis, soutient-il, de révéler, à travers l'attestation de régulation, de nombreuses sociétés qui faisaient de la surfacturation, jusqu'à 130 fois le prix du produit. Pour rappel, le président du Syndicat national des pharmaciens d'officines (Snapo) avait récemment déploré la rareté de centaines de médicaments. Selon lui, 302 médicaments sont absents, tous nécessaires et répartis entre la production locale et ceux de l'importation.

L. A. R.

Par Louisa Ait Ramdane

Le ministre de la Santé a annoncé, hier, de nouvelles mesures visant à alléger la charge sur les grands hôpitaux, en matière de prise en charge des patients atteints de coronavirus. En effet, le ministre a indiqué que plusieurs centres de soins de proximité vont être équipés afin d'alléger la surcharge sur les grands hôpitaux, notamment de la capitale. «Les centres de soins de proximité vont bénéficier des équipements et services nécessaires à même de prendre en charge les malades touchés par la pandémie», a-t-il expliqué. En marge d'une visite d'inspection à l'hôpital Mustapha-Pacha, le premier responsable du secteur de la Santé a précisé que 15 unités

d'urgence allaient être mises en place au niveau de ces centres afin d'alléger la pression sur les services Covid-19 de l'hôpital Mustapha-Pacha à Alger.

Benbouzid a relevé, dans ce sens, que 70 % des malades reçus à l'hôpital Mustapha-Pacha peuvent être traités dans des polycliniques.

Dans le même contexte, le ministre a indiqué que les grands centres hospitalo-universitaires, tels «Mustapha-Pacha» et «Issad-Hassani» de Béni-Messous, seront désignés pour des opérations et des recherches importantes et spécialisées, précisant que le wali d'Alger avait déjà alloué un budget à cet effet. «Le projet a été lancé depuis le début de l'année en cours, mais la propagation de l'épidémie de coronavirus a

retardé l'opération», a expliqué Benbouzid.

Lors de sa visite, le ministre a évoqué la réalisation d'une étude visant à réduire le nombre de véhicules entrant à l'hôpital Mustapha-Pacha dans le but de réduire la surcharge pour faciliter l'accueil des cas urgents. L'opération sera généralisée au niveau national afin d'améliorer les services d'urgence et leur organisation, a ajouté le ministre de la Santé.

Vers une baisse sensible des prix des PCR et tests antigéniques

Les tests PCR et antigéniques, destinés au dépistage du Covid-19, seront bientôt disponibles à des prix raisonnables grâce à leur production locale-

Epidémie

9 décès et 772 contaminations en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, trois cas de moins qu'hier (12), portant à 2 501 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 772 cas, soit 31 cas de moins par rapport au bilan d'hier (803), pour atteindre au total 87 502 cas confirmés. R. N.

Rareté du remède antigrippal

Les malades chroniques peinent à se faire vacciner contre la grippe

Le vaccin antigrippal se fait rare dans les pharmacies ainsi que dans les Etablissements de santé de proximité (polyclinique et EPSP). En effet, alors que la campagne nationale de vaccination a été lancée il y a plus d'un mois maintenant, de nombreux citoyens, notamment les malades chroniques, ont du mal à se faire vacciner contre la grippe.

Même si le ministère de la Santé ne cesse d'assurer la disponibilité du vaccin antigrippal en quantités suffisantes, sur le terrain la réalité est autre. En effet, il suffit de demander aux pharmaciens de la capitale pour constater la rareté de ce vaccin tant demandé par les personnes âgées, celles qui souffrent de maladies chroniques ainsi que les femmes enceintes. Selon une pharmacienne installée à Ain Benian, «depuis le 3 novembre, jour du lancement de la campagne de vaccination

contre la grippe saisonnière, je n'ai reçu que dix doses. La demande, elle, dépasse de loin cette quantité. Nous n'avons pas suffisamment de doses et on ne sait plus quoi faire, ni quoi dire à nos clients». Son collègue nous a confié que «ce problème n'est pas propre à notre pharmacie ou à celles de Ain Benian seulement, c'est le cas chez tous les pharmaciens de la capitale et même des autres régions du pays». Et d'ajouter : «Il est vrai que certaines officines ont pu avoir 50 doses, d'autres ont reçu seulement une dizaine ou rien. Cela varie d'une pharmacie à une autre». D'autres pharmaciens installés à Alger-Centre, Staouéli, Kouba... nous expliquent que les quantités de vaccin antigrippal distribuées sont insuffisantes et les commandes ont été réduites de moitié, voire plus. En outre, mis à part sa rareté, son remboursement n'est pas encore

tranché par la Cnas. En effet, «le vaccin Tétravalent (vaccin à quatre souches) n'est pas encore introduit dans la nomenclature des médicaments remboursés par la Cnas dans le cadre du tiers payant (la carte Chifa). Cela pose donc un problème pour les pharmaciens quand il s'agit de servir les malades chroniques et les personnes âgées munis d'une ordonnance. Certains pharmaciens ayant commencé à les distribuer, dès le début de la campagne de vaccination, se retrouvent aujourd'hui avec des dizaines d'ordonnances sur les bras qui risquent de ne pas être remboursées», a-t-elle encore expliqué. Pour Mouloud, pharmacien à Dely Brahim, «j'ai eu ma commande dès le début du mois de novembre et j'ai délivré le vaccin aux premiers patients qui présentaient la carte Chifa et une ordonnance. Mais quelque jours après, j'ai appris

que ce nouveau vaccin n'était pas remboursable, j'ai alors arrêté de prendre les ordonnances. Ainsi, je le vends aux personnes souhaitant se faire vacciner sans remboursement». Du côté des centres de santé de proximité qui sont quotidiennement pris d'assaut par les malades, c'est le même problème, les doses de vaccin s'épuisent vite. Selon une mère de famille souffrant de maladie chronique, «c'est la troisième fois que je viens et qu'on me dit de revenir demain. Il n'y a plus de vaccin». Enfin, il est à noter que ce problème de rareté n'est pas nouveau, car dès le lancement de la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière le 3 novembre dernier, les différentes pharmacies assuraient ne pas avoir reçu de doses suffisantes et alertaient sur ce problème.

Thininene Khouchi

— La lutte contre le Covid-19 complique l'accès aux soins —

Les malades du sida victimes collatérales de l'épidémie

■ La crise sanitaire a engendré des retards dans toute la chaîne de soins. Le virus ayant fortement perturbé l'accès aux soins médicaux, l'impact sur la santé des personnes, notamment celles souffrant de pathologies graves telles que le Sida, est très important.

Par Meriem Benchaouia

Consultations reportées, hospitalisations déprogrammées... La prise en charge des patients infectés par le Covid-19 a pris le dessus sur tout le reste. Une double peine pour tous ces patients : cet état les empêche non seulement de garantir un suivi, mais met aussi davantage leur santé en danger. En effet, la prise en charge des malades atteints du syndrome immunodéficient acquis (sida) a été lourdement impactée, selon les professionnels du secteur qui évoquent de grandes perturbations et craignent de voir le nombre de cas exploser dans les années à venir. Transformé en unité Covid-19 pendant des mois, le centre de référence régional de la prise en charge du sida, relevant du CHU Docteur Benzerdjeb d'Oran, témoigne des dégâts collatéraux de l'épidémie. Le centre qui accueillait une grande partie des malades atteints du sida issus de différentes wilayas de la région Ouest, soit une moyenne de 4 000 cas par an, s'est vu reconverti, crise sanitaire oblige, en unité Covid du mois d'avril 2020 jusqu'au mois de septembre de la même année. A la tête de l'unique service de maladies infectieuses de la wilaya d'Oran, le P Nadjet Mouffok et son équipe ont été mobilisés pour faire face à la pandémie, depuis ses



premières semaines. «Nous n'avions plus la possibilité d'hospitaliser les cas VIH (virus de l'immunodéficience humaine) qui souffraient d'infections parasites», explique le P Mouffok, ajoutant qu'elle essayait avec son équipe de «dispatcher» les cas compliqués, soit au niveau des établissements de santé dans d'autres wilayas, soit dans des services au CHUO, comme ceux de pneumologie ou de réanimation. Les malades du VIH

«se sont retrouvés comme des orphelins», témoigne aussi Hayet Azzi, présidente de l'Association d'aide et de soutien aux personnes vivant avec le sida «Rêve de vivre positif». L'Association s'est mobilisée dès le début de la crise pour aider cette catégorie de malades. Jusqu'au mois de septembre dernier, le service des maladies infectieuses était fermé à l'hospitalisation. Son équipe continuait à assurer des consultations et distribuer les médica-

ments pour les malades dont elle assure le suivi. Seulement, le problème réside dans le fait que ces malades sont des personnes vulnérables pour lesquelles la contamination par le coronavirus peut s'avérer fatale. Les consultations continuaient à se faire, toutefois beaucoup de malades hésitaient à se rendre à l'hôpital car craignant l'exposition aux risques du virus. «La crise sanitaire a isolé beaucoup d'entre eux», regrette le P Mouffok, ajoutant que sur les 2 300 malades suivis par son service, quelque 150 n'ont plus donné signe de vie depuis le début de la crise, ni pour une consultation, ni pour récupérer leurs traitements. «Ces personnes perdues dans la nature peuvent rechuter et redevenir contagieuses», souligne la même responsable, précisant que pour certains cas, leur état s'est stabilisé et le virus maîtrisé grâce aux traitements prodigués. «C'est dommage de les perdre ainsi de vue», se désole-t-elle. Même après la réouverture du service, début septembre, en gardant seulement cinq lits pour les cas Covid nécessitant des soins spécifiques, les malades VIH continuent à se faire rares. «La grande majorité a peur de contracter le virus en se rendant à l'hôpital», estime la spécialiste. «Aucun décès de cas HIV ayant contracté le virus du Covid n'a été recensé dans notre service», assure le P Mouffok. **M. B.**

Algérie/UA

Djerad : la Zlecaf, un choix stratégique pour l'Algérie

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réaffirmé, hier, que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), dont le lancement effectif est prévu début 2021, constituait pour l'Algérie «un choix stratégique», appelant à «davantage d'efforts pour aplanir les difficultés qui persistent et régler les questions en suspens». Dans son allocution aux travaux de la 13^e Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) tenus en visioconférence, M. Djerad a déclaré que «pour l'Algérie, la Zlecaf est un choix stratégique, exigeant une conjugaison des efforts pour aller de l'avant dans la concrétisation des objectifs de développement de notre continent et de nos pays, et la consolidation de la paix et de la sécurité, étroitement liée aux progrès du développement économique». Le Premier ministre a estimé que «l'avancement» réalisé aujourd'hui, dans l'activation de la Zlecaf, dont le lancement sera effectif à partir de janvier 2021 avec le début des échanges de marchandises et de services, sans restrictions entre les pays

membres, «nous incite à consentir davantage d'efforts pour aplanir les difficultés qui persistent et régler les questions en suspens». Estimant que ces difficultés et questions «peuvent impacté l'activation totale de la Zlecaf», M. Djerad a cité, notamment, celles ayant trait aux règles d'origine, aux tarifs douaniers et aux listes d'engagements relatifs au commerce de services. Il a souligné, dans ce sens, «l'adhésion de l'Algérie au consensus enregistré au niveau des instances de négociation, concernant les questions en suspens en lien avec les règles d'origine», assurant que «l'élaboration des offres tarifaires du commerce des biens et des services et des offres préliminaires des secteurs prioritaires pour le commerce de services algérien, est en voie de finalisation». «Convaincue de l'importance de la complémentarité économique africaine, l'Algérie a été parmi les premiers pays à ratifier l'accord de création de la Zlecaf, lors de la 10^e session extraordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en mars 2018, et a pris part, régulièrement et effi-

cacement, depuis le lancement des négociations en 2016, à toutes les réunions des instances de négociation et à tous les niveaux», a rappelé le Premier ministre. Et d'ajouter : «Elle a également donné une dimension importante à ce projet en œuvrant la mise en place d'une haute entité chargée de la gestion et du suivi de ce dossier stratégique». Mettant en exergue «la vision de l'Algérie tendant à conférer aux infrastructures nationales et projets structurants régionaux, un caractère complémentaire et intégré», il a souligné que cette vision «s'inscrit en droite ligne de sa fidélité constante à sa dimension africaine, à ses engagements continentaux et à sa politique de solidarité envers les pays africains». «Des projets qui profiteront, inéluctablement, à la Zlecaf, en ce sens qu'ils garantiront le soutien logistique indispensable, notamment à travers la Transsaharienne Alger - Lagos (Nigeria), le gazoduc entre l'Algérie et le Nigeria, la liaison fibre optique Alger-Abuja et le port de Cherchell, en tant que hub de fret maritime».

Commerce interafricain : une hausse de 16 % à 52 % à la faveur de la Zlecaf

La création de la Zlecaf, a estimé le Premier ministre, «est une opportunité cruciale pour intensifier et développer le commerce interafricain», qui devrait connaître, a-t-il ajouté, «une hausse significative, en sus de la consolidation des objectifs de complémentarité et d'intégration continentales à travers le commerce et l'investissement, deux éléments clés pour le soutien de la croissance et du développement économique durable». «Avec un marché de 1,2 milliard de personnes, d'une valeur de 3 000 milliards USD et un Produit intérieur de 2,5 milliards USD, les potentialités et les capacités économiques de l'Afrique connaîtront une exploitation optimale grâce aux flux commerciaux intracontinentaux qui devront avoisiner les 52 % au lieu du taux actuel, qui ne dépasse pas 16 %», a-t-il fait remarquer. **O. N.**

LA QUESTION DU JOUR

Le difficile choix d'un vaccin

Suite de la page une

Il répondait de cette façon à une question posée par un jeune journaliste qui lui demandait tout à la fois pourquoi la vaccination n'était pas obligatoire en France, et si lui-même était disposé à se faire vacciner publiquement, en particulier pour faire tomber les préventions que des Français pouvaient entretenir contre le vaccin. Sa réponse a été non s'agissant de la deuxième partie de la question. Non, il ne ferait pas comme les anciens présidents américains, Clinton, Bush et Obama, en plus du président élu, qui pour leur part ont décidé de se faire inoculer le vaccin publiquement, dans une sorte de geste militant en faveur de la vaccination. Notons au passage que ce vaccin qu'ils se disent prêts à prendre, ils ne savent toujours pas quel est-il, le régulateur américain n'ayant encore répondu favorablement à aucune demande de validation. En clair, ni à celle de Pfizer-BioNTech, ni à celle de Moderna. A l'inverse de son homologue britannique, qui lui a choisi le vaccin Pfizer-BioNTech, sans trop s'expliquer d'ailleurs sur les motifs l'ayant conduit en l'occurrence. Dès lors on comprend que les autorités sanitaires algériennes préfèrent s'en remettre à l'OMS quant au choix du vaccin, dans l'idée sans doute qu'elle du moins saurait élire le bon vaccin parmi les candidats en lice, car disposant de l'expertise nécessaire pour ce faire. Le problème, c'est qu'elles risquent d'attendre longtemps, l'OMS ne semblant pas du tout pressée de donner son aval à quelque vaccin que ce soit, à supposer d'ailleurs que son avis soit demandé par leurs fabricants. Mal lui en prendrait en effet, quel que choix qu'elle fasse. Si elle choisit le vaccin chinois, on dira qu'elle affiche une fois de plus son allégeance envers la Chine, un reproche qui lui a été fait par l'administration Trump au début de l'épidémie, suivi du retrait des Etats-Unis de ses instances. La réaction occidentale serait peut-être plus vive encore si elle validait le vaccin russe, et davantage encore si elle préférait les vaccins non occidentaux aux vaccins occidentaux. Le mécontentement ne serait pas moindre du côté de la Chine et de la Russie si au contraire elle donnait son feu vert à l'un ou l'autre des vaccins mis au point en Occident. Si bien que la sagesse lui commande de ne faire aucun choix, ou alors de les valider tous autant qu'ils sont. Ce qui n'aiderait personne à faire son propre choix. **M. H.**

Algérie-Italie M. Boukadoum reçoit son homologue italien Luigi Di-Maio

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a reçu, hier à Alger, le ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Luigi Di-Maio, qui effectue une visite de travail de deux jours en Algérie.

L'audience s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères. Elle a été élargie par la suite aux membres des deux délégations.

Il s'agit de la deuxième visite de M. Di-Maio à Alger, au titre de l'année 2020. Elle s'inscrit dans le cadre de «la consolidation des liens d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Italie», a précisé le ministre des Affaires étrangères dans un communiqué.

Cette visite constituera également «une occasion de passer en revue les axes prioritaires de la coopération bilatérale et d'examiner l'agenda des grandes échéances à venir, notamment la tenue, au cours de l'année 2021, de la 4^e réunion de Haut niveau».

Les questions d'actualité régionales et internationales, en particulier, l'évolution récente au Sahara occidental ainsi que la situation en Libye et au Mali, figureront également à l'ordre du jour des entretiens entre les chefs de la diplomatie des deux pays.

Saty T.

Unesco

Les dossiers de classement du couscous et de la musique Raï au patrimoine mondial bientôt examinés

■ Les dossiers pour le classement du couscous et de la musique Raï, chant populaire d'Algérie, au patrimoine immatériel de l'humanité devront être examinés lors de la 15^e session du Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, prévue en ligne du 14 au 19 décembre, indique l'Unesco sur son site Internet.

Par Hamid N.

Déposé en mars 2019 auprès du Comité d'évaluation de l'Unesco au nom de quatre pays maghrébins, le dossier de classement du couscous, plat millénaire et très populaire dans le Maghreb, figure parmi une quarantaine d'autres candidatures à examiner par le Comité qui devra statuer sur leur inscription en 2020 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Des réunions ont regroupé des experts et représentants des ministères de la Culture et du Patrimoine de Tunisie, de Mauritanie et du Maroc en plus de l'Algérie, représentée par le directeur du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (Cnprah) et le chercheur en anthropologie, Slimane Hachi.

Le Raï, chant populaire algérien, est l'autre dossier de candidature à l'Unesco déposé par l'Algérie en 2016, que le Comité devra examiner.

L'Algérie compte cinq éléments de son patrimoine immatériel sur la liste représentative de l'Unesco : l'Ahellil du Gourara,



le costume nuptial de Tlemcen, l'Imzad, le Rakb de Ouled Sidi Cheikh et le Sbuâa, célébration du mawlid ennabaoui à Timimoun.

En 2018, l'Unesco avait inscrit les savoir-faire des mesureurs d'eau des foggaras (système d'irrigation), des communautés ksouriennes du Touat et du

Tidikelt sur sa liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente.

La 15^e session du Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, qui se déroulera en ligne en raison de la pandémie de Covid-19, devra examiner durant six jours 42 candida-

tures à Liste représentative en plus de quatre autres relatives au patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente.

Les débats seront retransmis en ligne dans leur langue originale, ainsi que leur interprétation en temps réel en anglais et français sur le site web de l'Unesco.

H. N.

Oran

L'Ecole supérieure des sciences biologiques ouvre 162 postes pédagogiques

L'Ecole supérieure des sciences biologiques (ESSBO) d'Oran ouvre 162 postes pédagogiques pour le cycle préparatoire, ainsi que 65 postes de spécialité en deuxième cycle, pour l'année universitaire 2020/2021, a-t-on appris de ses responsables.

Le cycle préparatoire, d'une durée de deux années, est ouvert pour les nouveaux bacheliers sur classement par moyenne, alors que le deuxième cycle intervient, après les deux années prépara-

toires, sur concours national, a expliqué Fouzia Rahli, directrice adjointe chargée des systèmes d'information, de communication et des relations extérieures à l'ESSBO.

Récemment créée, l'école est le fruit de la transformation de l'Ecole préparatoire en sciences de la nature et de la vie, conformément à un décret datant d'octobre 2017, a-t-elle rappelé, ajoutant qu'elle n'a ouvert pour le moment qu'une seule spécialité, à savoir la biologie moléculaire,

avec l'ambition de lancer dans les années à venir d'autres spécialités, comme la bio-engineering, le génie enzymatique, l'immunotechnologie et la biomécanique orthopédique.

Le lancement de la spécialité du génie enzymatique, déjà annoncé pour la rentrée 2020/2021, a été retardé à cause de la crise sanitaire Covid-19, a-t-elle déploré, notant que l'ESSBO avait tout préparé pour son lancement.

Elle a été agréée par le ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en 2020, a fait savoir M^{me} Rahli, soulignant que le génie enzymatique est une spécialité qui consiste à utiliser les enzymes à une fin précise, comme la production de l'insuline.

Cette nouvelle spécialité, qui sera lancée ultérieurement, a des débouchés intéressants en matière de création d'entreprises spécialisées dans le domaine de la production de molécules pour l'industrie pharmaceutique et chimique.

Amel L.

Lancement de la plateforme numérique des langues africaines

Si El Hachemi Assad prend part à une réunion consacrée aux préparatifs

Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), et membre de la Commission des langues transfrontalières de l'Académie africaine des langues (Acalan), Si El Hachemi Assad, a pris part, jeudi, à une réunion consacrée aux préparatifs pour le lancement de la plateforme numérique des langues africaines, indique, vendredi, un communiqué du HCA.

Organisée par l'Acalan, la réunion, tenue en visioconférence, a permis d'aborder «la méthodologie et les approches ayant trait aux

contenus numériques relatifs aux langues», selon la même source. Les critères de sélection des membres devant piloter le projet ont été égale-

ment définis lors de cette réunion. Ont pris part à cette réunion, les membres de l'Acalan et des experts de différents pays africains, ajoute-

t-on de même source.

Pour rappel, le SG du HCA avait annoncé, mercredi dernier depuis Batna, que le lancement des festivités natio-

nales officielles du nouvel An amazigh yennayer 2971 aura lieu le 9 janvier prochain à Menaâ (wilaya de Batna).

B. N.

Batna

Saisie de près de 55 000 comprimés psychotropes

gendarmeries de Oued Chaaba et Batna, dressé sur un tronçon de la RN 3 reliant Batna à Biskra, a précisé la même source.

Selon la Gendarmerie nationale, un véhicule conduit par une personne âgée de 38 ans, a été arrêté pour contrôle. La fouille de l'engin a permis de découvrir, dissimulés dans plusieurs parties de la voiture, 3 656 plaquettes de substances hallucinogènes de

fabrication étrangère contenant chacune 15 comprimés.

La valeur des saisies a été estimée à 38,388 millions de dinars, a ajouté la source.

Le conducteur du véhicule, issu de la wilaya de Constantine a été appréhendé et la voiture saisie, détaille-t-on de même source.

O. B.

Gazoduc

Les Etats-Unis demandent un «moratoire» sur Nord Stream 2

LES ETATS-UNIS demandent à l'Allemagne et à l'Union européenne un «moratoire» sur la construction du gazoduc Nord Stream 2, affirme, hier, l'ambassadrice américaine par intérim à Berlin.

«Le moment est venu pour l'Allemagne et l'UE d'imposer un moratoire sur la construction du gazoduc», prévient Robin Quinville dans le quotidien économique «Handelsblatt».

Interrompus depuis près d'un an en raison de menaces de sanctions américaines, les travaux pour achever ce chantier du gazoduc reliant la Russie et l'Allemagne devraient reprendre ce week-end. Il reste quelques kilomètres à construire en mer Baltique, au large de l'Allemagne.

Selon M^{me} Quinville, qui assure l'intérim à l'ambassade américaine depuis juin, un «moratoire» montrerait que l'Europe ne tolère plus «la poursuite du comportement malveillant de la Russie».

«Ce gazoduc n'est pas seulement un projet économique, mais aussi l'outil politique du Kremlin pour contourner l'Ukraine et diviser l'Europe», met-elle en garde. Nord Stream 2, dont la mise en service était initialement prévue début 2020, est un gazoduc censé doubler les capacités de livraison de gaz russe de son aîné Nord Stream 1, opérationnel depuis 2012, et garantir la sécurité des approvisionnements de l'Europe occidentale via la mer Baltique.

Le projet associe principalement le géant russe Gazprom à cinq groupes européens : le français Engie, les allemands Uniper et Wintershall, l'autrichien OMV et l'anglo-néerlandais Shell, pour un budget total évalué à 9,5 milliards d'euros.

Il est décrié en Europe par plusieurs pays, dont l'Ukraine, la Pologne et les pays baltes.

Mais ce sont surtout les Etats-Unis qui combattent ce projet, susceptible de rendre l'Allemagne «prisonnière» de Moscou, avait prévenu Donald Trump en 2018.

La position américaine est loin d'être économiquement désintéressée. Les Etats-Unis, grand producteur de gaz naturel, se sont en effet récemment lancés dans une offensive commerciale à la recherche de nouveaux débouchés, lorgnant du côté de l'Europe.

A la suite de la tentative d'empoisonnement d'Alexei Navalny, détracteur numéro un du Kremlin, l'Union européenne avait en septembre évoqué de possibles sanctions contre la Russie et le projet Nord Stream 2.

R. E.

Prix

Le pétrole au plus haut depuis début mars après l'accord Opep+

■ Les cours du pétrole ont terminé au plus haut en neuf mois vendredi, dopés par l'accord trouvé la veille par les principaux pays producteurs sur une augmentation graduelle de leur production d'or noir à partir de janvier.

Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a gagné 1,11 % ou 54 cents par rapport à la clôture de jeudi, à 49,25 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de janvier s'appréciait de 1,36 % ou 62 cents à 46,26 dollars.

«Les marchés pétroliers ont de quoi se réjouir de l'accord trouvé par l'Opep+», a réagi Han Tan, analyste de FXTM.

Le groupe des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) plus dix alliés producteurs, identifié sous l'acronyme Opep+, se sont mis d'accord

jeudi pour «restituer progressivement» sur le marché les quelque 2 millions de barils par jour (mbj) prévus en début d'année prochaine, en commençant par 500 000 barils quotidiens en janvier, à l'issue de quatre jours d'après négociations.

Cette décision fait passer le volume de pétrole brut retiré volontairement du marché par l'alliance de 7,7 mbj à 7,2 mbj au 1^{er} janvier, amendant l'accord précédent arraché en avril, qui prévoyait une marche plus haute avec le retrait 5,8 mbj, un niveau jugé par beaucoup trop important au vu de la faible demande mondiale.

Cet accord, «plus digeste pour l'économie mondiale, qui tente toujours de se remettre sur



PHOTO: R.

pied depuis la pandémie », a souligné Han Tan, permet aux deux contrats de référence de revenir proches de leurs niveaux d'avant la pandémie, début mars.

A cette période, un sommet Opep+ s'était soldé sur un

désaccord entre les deux poids lourds de l'alliance, la Russie et l'Arabie saoudite, et une courte mais intense guerre des prix avait précipité les prix du Brent et du WTI vers le bas.

S. K.

USA/Changes

Le dollar se stabilise après l'emploi américain

Le dollar se stabilisait vendredi face à l'euro après la publication des statistiques mensuelles sur l'emploi américain, alors que le billet vert a fortement baissé dernièrement.

Vers 19h00 GMT, le dollar restait stable face à l'euro (-0,06 % à 1,2137 dollar pour un euro), et montait face au yen de 0,26 %, à 104,11 yens pour un dollar.

Depuis l'élection américaine, début novembre, et la série d'annonces sur des vaccins contre le Covid-19, le dollar, valeur refuge, souffre de l'appétit pour le risque du marché et enfonce ses plus bas de l'année.

En cours de séance vendredi, le dollar a même sombré à son plus bas depuis avril 2018 face à

l'euro, à 1,2178 dollar, et face aux autres grandes monnaies, selon le dollar index.

Les analystes scrutaient notamment les négociations entre républicains et démocrates à Washington sur un plan de relance de l'économie.

«La perspective d'un plan de relance budgétaire aux Etats-Unis fait grimper les perspectives d'inflation. Comme la banque centrale américaine (la Fed) a annoncé qu'elle accepterait une inflation plus forte à court terme sans resserrer sa politique monétaire, ces perspectives pèsent sur le dollar», a détaillé You-Na Park-Heger, analyste chez Commerzbank.

L'économie américaine a créé

plus de deux fois moins d'emplois en novembre qu'en octobre, signe du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis en raison de la pandémie de Covid-19, a indiqué, vendredi, le département du Travail.

«Ce rapport sur l'emploi peu enthousiasmant a pourtant profité aux Bourses, qui y ont vu une raison pour les élus américains d'accepter un plan de relance», a expliqué Neil Wilson, analyste chez Markets.com.

Mais le dollar a effacé une partie de ses pertes en fin de séance européenne.

«La livre et l'euro vont peut-être se calmer un peu, tant que les gros événements qui arrivent en Europe la semaine prochaine

ne seront pas passés», a estimé Edward Moya, analyste chez Oanda. La semaine prochaine, les négociations continueront aussi bien sur un accord commercial post-Brexit entre l'UE et le Royaume-Uni que sur le veto de Varsovie et Budapest au budget européen.

La Banque centrale européenne (BCE) se réunira pour la dernière fois de l'année, et devrait annoncer de nouvelles mesures de soutien à l'économie. La livre britannique a grimpé vers 14h25 GMT à son plus haut depuis mai 2018 face au billet vert à 1,3539 dollar pour une livre, avant de recéder du terrain.

L. M.

Marchés/Bourse

Wall Street conclut la semaine sur de nouveaux records

La Bourse de New York a clôturé vendredi sur de nouveaux records, stimulée par les espoirs d'un accord sur un soutien à l'économie américaine et reléguant au deuxième plan des chiffres de l'emploi en demi-teinte.

Selon des résultats en clôture à Wall Street, l'indice vedette Dow Jones a conclu en hausse 0,83 % à 30 218,26 points, passant pour la deuxième fois depuis fin novembre au-dessus de la barre symbolique des 30 000 points à la clôture.

Le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 0,70 % à 12 464,23 points et l'indice élargi S&P 500 a grimpé de 0,88 % à 3 699,12 points, nouveaux records également.

«Le marché américain des actions a terminé en hausse, engrangeant des gains hebdomadaires pour la deuxième semaine de suite tout en affichant de nouveaux records», ont commenté les analystes de Schwab.

Wall Street a ignoré un rapport sur l'emploi mitigé qui a montré en novembre des créations d'emplois ralenties à 245 000 contre 610 000 en octobre et des attentes de

650 000 pour les analystes.

Le taux de chômage a régressé de deux dixièmes de point à 6,7 %, mais surtout à cause d'une baisse de la participation au marché de l'emploi.

Ces données ont joué en fait comme un argument supplémentaire en faveur de la nécessité d'une relance budgétaire attendue par les investisseurs et pour laquelle le Président élu Joe Biden a encore vigoureusement plaidé vendredi.

«Si on n'agit pas maintenant, l'avenir sera très sombre», a-t-il mis en garde.

Du côté des négociateurs du plan de soutien, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a parlé d'«un élan» dans les discussions, évoquant un possible vote d'ici Noël. Elle s'était entretenue la veille avec le dirigeant de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, qui semble sur la même ligne.

Neuf des onze secteurs du S&P ont terminé dans le vert, tirés par celui de l'énergie dans le sillage d'une hausse des prix du pétrole (+5,43 %) mais aussi par les secteurs des matériaux (+2,03 %) et de l'immobilier

(+1,33 %). Boeing en forte hausse jeudi après des commandes de son 737 MAX a lâché 1,89 %. Le géant de la distribution Walmart qui a annoncé des bonus pour ses employés a cédé 0,26 %.

Les titres des planteurs de marijuana ont évolué fébrilement vendredi après le passage par la Chambre des représentants d'un projet de loi visant à rayer le cannabis de la liste fédérale des drogues dangereuses, un pas vers sa dépénalisation aux Etats-Unis. Ce texte a toutefois de fortes chances d'être bloqué au Sénat, actuellement contrôlé par les républicains. Canopy a conclu négatif de 0,14 %.

Tesla (+0,95 %) a encore inscrit un record après celui de jeudi à presque 600 dollars le titre.

Le rendement obligatoire sur les bons du Trésor à 10 ans reprenait de la hauteur à 0,9709 % contre 0,9063 %, les investisseurs cédant leurs obligations, étant plus confiants dans la reprise grâce à l'arrivée future de vaccins et sans doute d'une aide économique aux Américains.

Dailly Y.

Maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen

L'artiste peintre Ahmed Mebarki expose ses œuvres au public

■ Près d'une cinquantaine d'œuvres picturales d'art contemporain et des sculptures de l'artiste peintre Ahmed Mebarki sont exposées depuis lundi dernier dans la galerie d'art de la Maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen. Cette exposition qui a fait drainer un public nombreux depuis son ouverture, démontre la générosité artistique de cet artiste, doyen des artistes peintres de Tlemcen.

Par Abla Selles

La galerie de la Maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen est garnie, depuis lundi dernier, par les dernières œuvres de l'artiste peintre Ahmed Mebarki. Cette exposition, organisée en présentiel, a fait drainer un public nombreux de toutes les tranches d'âge. Des passionnés d'art, des artistes en herbe et des artistes professionnels sont venus apprécier les belles toiles du doyen des artistes peintres de Tlemcen. Cette exposition démontre qu'à l'âge de soixante-dix ans, l'artiste peut toujours démontrer une créativité hors norme. Mebarki Ahmed reste toujours actif et présente au public, cette fois-ci, le fruit de sa longue carrière artistique entamée depuis des années.

L'artiste Mebarki présente également dans cette exposition une série de tableaux illustrant visuellement des poèmes de

l'écrivain Mohammed Dib. Parmi ses œuvres les plus connues figurent «Gravitation sédentaire», «Composition 2011», «Accumulation» et «Symphonie», par le biais desquelles il offre aux fans de l'art contemporain sa vision et sa philosophie de la vie.

Très versé dans l'art abstrait et contemporain qui lui donne beaucoup plus de liberté artistique selon lui, Ahmed Mebarki a réussi à découvrir une technique qu'il appelle «technique du feu» et grâce à laquelle il obtint, à Alger en 2017, le prix «Ahmed-Asselah» organisé par l'Ecole supérieure des beaux-arts.

Cette exposition relance les activités culturelles en présentiel suite à la décision du ministère de la Culture de reprendre progressivement quelques activités artistiques et culturelles au niveau des établissements du secteur, après une longue rupture à cause de la pandémie de



Covid-19, a indiqué le chef de service animation au niveau de l'établissement précité, Lamri Habib. Les organisateurs précisent que l'exposition se tient dans le respect total des mesures préventives relatives à

la lutte contre le Covid-19.

Ahmed Mebarki a pris part, au cours de sa longue carrière, à de nombreuses expositions tant au niveau national qu'à l'étranger et a reçu plusieurs distinctions, dont notamment le premier prix

des arts plastiques en 1988 à Tlemcen, le troisième prix du Festival des arts plastiques à Souk Ahras en 1996 et d'autres consécration qui lui valent actuellement une véritable notoriété artistique. **A. S.**

«Game of Thrones»

Apparition des premières images de «House of Dragon»

Le tournage de «House of Dragon», spin-off de la série culte de HBO, va débuter en 2021. Et les deux premiers visuels officiels dévoilés alimentent tous les fantasmes. HBO a surpris plus d'un fan de la série ce jeudi 3 décembre. La chaîne payante américaine a annoncé que le spin-off de «Games of Thrones», intitulé «House of Dragon», commencera son tournage en 2021. Or comment serait-il possible qu'une série qui tourne autour de la famille Targaryen s'achève sans images de quelques dragons ?

Le compte Twitter officiel de la série américaine a publié ce jeudi deux visuels officiels des dragons avec ce message : «Les dragons arrivent». Une manière d'anticiper à quoi ressembleront ces créatures fantastiques d'importance majeure dans «Games of Thrones» et chevauchées par la famille royale Targaryen.

Ces images des dragons ont été présen-

tées au public sans nom ni plus de détails. C'est pourquoi nombre de personnes spéculent sur l'identité de ces derniers. Elio et Linda, les super-fans de la série devenus collaborateurs du créateur de «Games of Thrones», George R.R. Martin, pensent qu'il s'agit de Sunfyre the Golden et Caraxes alias the Blood Wyrm comme le montre leur tweet ci-dessous.

Annoncée en octobre 2019 par HBO, cette première série dérivée s'appuiera sur l'histoire de «Fire and Blood», l'œuvre la plus récente du créateur de «Game of Thrones», Georges R.R. Martin. L'ouvrage dépeint les faits marquants de la dynastie Targaryen, 300 ans avant la série «Trône de Fer», sous forme de chroniques historiques contées par un mestre.

Dans «Fire and Blood», Sunfyre est présenté comme le «plus beau dragon jamais vu sur la terre», tandis que Caraxes fait partie des plus féroces. Tous sont des person-

nages clés de la guerre civile de Targaryen, «la Danse des Dragons». Un peu plus tôt cette année, Entertainment Weekly avait révélé que, selon des sources, «la Danse des Dragons» serait «abordée à un moment donné» dans la série prequel.

Ces images, accompagnées de l'annonce du nouveau rôle de Paddy Considine dans le rôle du roi Viserys Targaryen, semblent confirmer cette information et laissent même entendre que la guerre civile pourrait être au cœur de ce spin-off.

À la suite de la mort du roi Viserys, un conflit interne éclate chez les Targaryen qui n'arrivent pas à s'entendre sur qui d'Aegon II ou de la princesse Rhaenyra gouvernera Westeros. La dispute déchire le royaume et s'ensuivent mensonges, trahisons accompagnés de feu et de sang.

En bref, si vous voulez des précisions sur les dragons, ne cherchez pas plus loin que «House of Dragon». **M. K.**

Louise Glück, prix Nobel de littérature

La poétesse va être traduite par Gallimard

Alors que les œuvres de la poétesse étaient, pour la plupart, restées confidentielles en France jusqu'à maintenant, certaines d'entre elles vont être traduites en français. Gallimard va publier en mars deux premiers recueils de la poétesse américaine Louise Glück, prix Nobel de littérature 2020, et prévoit d'en éditer d'autres par la suite, a annoncé vendredi la maison d'édition. «L'Iris sauvage» («The Wild Iris») et «Nuit de foi et de vertu» («Faithful and Virtuous Night») seront édités dans la collection «Du Monde entier» de Gallimard. En français, la traduction de cette poétesse était restée jusqu'ici confidentielle, et se limitait à des revues spécialisées. Cette enseignante à l'université de Yale et a reçu de nombreux prix prestigieux aux Etats-Unis.

À 77 ans, cette femme discrète a été récompensée du prix Nobel «pour sa voix poétique caractéristique, qui avec sa

beauté austère rend l'existence individuelle universelle», selon l'Académie suédoise.

«Dans "L'Iris sauvage", Louise Glück exprime la beauté tragique de toute vie, le temps d'une floraison. Ce recueil polyphonique d'une originalité incomparable, à la composition parfaite, a été récompensé du prix Pulitzer de poésie à sa parution en 1992 et a marqué un tournant décisif dans l'œuvre de Louise Glück», a souligné Gallimard.

Dans son recueil le plus récent, «Nuit de foi et de vertu»,

paru aux Etats-Unis en 2014 et récompensé par le National Book Award, «Louise Glück est parvenue à restituer à l'expérience humaine tout son mystère en utilisant les ressources de la narration, détournées au profit de sa poésie». Louise Glück est la 16^e femme à se voir décerner le prix Nobel de littérature. Elle est devenue la 12^e lauréate américaine dans cette discipline, après notamment Hemingway (1954), Steinbeck (1962), Toni Morrison (1993) et Bob Dylan (2016). **F. M.**

Grammy Awards 2021

Tinariwen nommé avec Amadjar

TINARIWEN ou le désert, Ténéré, source d'inspiration infinie pour le groupe de musique algéro-malien qui a été nommé, avec son disque «Amadjar», au 63^e Grammy Awards pour le meilleur album musique mondiale. La cérémonie aura lieu le 31 janvier 2021 sur CBS aux USA.

Avec son 9^e album «Amadjar» qui signifie «l'étranger de passage» en langue tamasheq sorti en 2019, ce collectif musical touareg revient enchanter nos oreilles.

Trouvant son inspiration dans l'immensité et le silence du Sahara, Tinariwen sont, sans doute, les plus célèbres musiciens touaregs contemporains.

En voyage à longueur d'année pour des tournées à travers le monde, pour enregistrer en plein désert parfois, ou encore pour jouer pour le plaisir de soi et le plaisir du public, le son de Tinariwen est un mélange de notes produites par des instruments traditionnels et des guitares électriques.

A chaque album, le son pur et unique de Tinariwen nous raconte le quotidien du peuple touareg et nous plonge dans le désert, le temps d'une chanson. **K. N.**



Ethiopie

Toujours des combats au Tigré, difficile acheminement de l'aide humanitaire

■ Les combats continuent dans plusieurs parties du Tigré selon l'ONU, malgré les communiqués de victoire du gouvernement fédéral éthiopien, compliquant l'acheminement d'une aide humanitaire pourtant cruciale vers cette région du Nord de l'Ethiopie, théâtre d'un conflit armé depuis un mois.

Par Mourad M.

Le Tigré est privé de tout approvisionnement depuis le 4 novembre, quand le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a envoyé l'armée fédérale à l'assaut des forces du Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF), qui dirigeait alors la région et défiait son autorité depuis des mois. Mercredi, le gouvernement éthiopien a garanti un accès humanitaire «sans restriction» dans la région à l'ONU, qui le

réclamait depuis plusieurs semaines pour éviter une potentielle catastrophe.

«Nous avons des informations faisant état de combats qui se poursuivent dans plusieurs parties du Tigré», a toutefois expliqué, vendredi à l'AFP, Saviano Abreu, porte-parole du Bureau onusien de coordination de l'aide humanitaire (Ocha), précisant que l'ONU continuait de négocier «avec toutes les parties au conflit». «Nous devons avoir le même type d'accord avec toutes les parties au conflit, afin de nous

assurer d'avoir un accès libre et sans conditions au Tigré», a-t-il poursuivi. Cela sous-entend que les forces du TPLF contrôlent encore certaines zones ou y sont, au minimum, encore actives. Le commissaire européen chargé de la gestion des crises, Janez Lenarcic, a jugé vendredi «pas acceptable» que l'aide humanitaire soit restreinte aux seules zones du Tigré sous contrôle gouvernemental.

«Il y a sûrement des enfants qui souffrent de malnutrition de l'autre côté aussi», a-t-il souligné devant des journalistes à Addis-Abeba. Jeudi, le président du Tigré, Debretsion Gebremichael, avait fait état de combats en cours «autour de Mekele» et plusieurs diplomates avaient indiqué à l'AFP que des affrontements persistaient dans plusieurs endroits du Tigré.

M. Abiy avait clamé victoire, il y a presque une semaine, affirmant que l'opération militaire avait été «menée à bien» et que les combats étaient terminés, après la prise annoncée de la capitale régionale Mekele par les troupes gouvernementales, supposées contrôler désormais la quasi-totalité du Tigré.

Vendredi, trois responsables onusiens ont confié à l'AFP ne pas s'attendre à ce que l'aide parvienne au Tigré avant la semaine prochaine.

«En gros, pour le moment, il n'y a pas d'accès à la région, et l'ONU et le gouvernement auraient dû s'abstenir de révéler leur accord sur l'accès humanitaire, avant que les préparatifs soient plus avancés», a estimé à Addis-Abeba l'un d'eux ayant requis l'anonymat.

«Des centaines de membres du personnel humanitaire, pré-



PH. > D. R.

sents avant le conflit, distribuent quand même déjà de l'aide au Tigré», a toutefois précisé M. Abreu.

Environ 600 000 personnes – dont 96 000 réfugiés érythréens vivant dans quatre camps – dépendaient totalement de l'aide alimentaire pour se nourrir au Tigré avant le conflit, selon l'Ocha. Quatre semaines de combats ont poussé quelque 45 500 personnes à fuir au Soudan voisin, mais ont aussi déplacé un nombre indéterminé d'hommes, de femmes et d'enfants à l'intérieur du Tigré.

Le commissaire européen, M. Lenarcic, qui est allé cette semaine à la rencontre des réfugiés au Soudan, a indiqué que ceux-ci n'étaient pas prêts à rentrer en Ethiopie, comme les y encourageait pourtant Addis-Abeba.

«Ils ont tous dit qu'ils avaient trop peur, ne serait-ce que d'y penser», a rapporté le commissaire slovène, ajoutant que les réfugiés tenaient le Premier ministre Abiy Ahmed pour responsable de leur situation.

Dès le lancement de l'opération militaire, les communi-

cations ont été totalement coupées – et n'ont été que très partiellement rétablies ces derniers jours – et l'accès très restreint, rendant difficile de connaître la situation militaire et humanitaire au Tigré.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) concède ne pas savoir actuellement combien de nourriture y est disponible dans ses entrepôts et ceux du gouvernement éthiopien.

Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), qui a indiqué vendredi «se tenir prêt à reprendre ses activités dans la région», s'inquiète du sort des camps de réfugiés érythréens «qui restent inajournables» et qu'il estimait lundi à court de réserves alimentaires.

L'organisation veut aussi se rendre sur place pour vérifier des informations sur de possibles exactions contre ces réfugiés, a indiqué, vendredi à l'AFP, sa représentante en Ethiopie, Ann Encontre. «Nous avons entendu parler de la mort de réfugiés, que certains avaient été victimes de conscription forcée», a-t-elle expliqué.

M. M.



Commentaire

Investive

Par Fouzia Mahmoudi

L'hostilité qui caractérise les relations franco-turques ne date pas d'hier. Elle a commencé au début des années 2000, lorsque plusieurs hommes politiques, dont le plus proéminent est Nicolas Sarkozy, commencent à remettre en question l'adhésion programmée d'Ankara à l'Union européenne. Vécu comme une trahison, ce revirement des Européens, menés par les Français, ne sera jamais oublié par celui qui était déjà Premier ministre à l'époque, Recep Tayyip Erdogan. Près de vingt ans après le blocage de l'entrée de la Turquie au sein de l'UE par la France, notamment, celui qui est devenu Président des Turcs ne rate jamais une occasion pour attaquer, et ce, avec de plus en plus de virulence, Paris. Or, ces derniers mois, la triste actualité qui a endeuillé la France avec la décapitation d'un professeur et la réaffirmation qui en a suivi des préceptes de liberté d'expression par Emmanuel Macron, et notamment de la liberté de critiquer et caricaturer les croyances religieuses, a donné une occasion pour Erdogan de se déchaîner de la façon la plus excessive et grossière contre le Président français. Et ce week-end le dirigeant turc s'en est donné une nouvelle fois pris assez violemment à Emmanuel Macron. Au sortir de la prière du vendredi à Sainte-Sophie, désormais transformée en mosquée, il a en effet déclaré espérer voir la France «se débarrasser» de Macron «le plus tôt possible». Il a aussi estimé que «Macron est un problème pour la France. Avec Macron, la France vit une période très dangereuse». En octobre dernier, réagissant à la série de mesures annoncées par Macron au nom de la lutte contre le «séparatisme islamiste», Recep Tayyip Erdogan avait évoqué une «provocation» contre l'Islam de la part du Président français et s'était interrogé sur sa «santé mentale». Erdogan a aussi affirmé vendredi que la France, qui copréside le groupe dit de Minsk chargé de favoriser un règlement au conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, avait «perdu son rôle de médiateur» après que le Sénat et l'Assemblée nationale française ont adopté des résolutions favorables à une reconnaissance du Nagorny Karabakh. «Mon cher ami Aliiev (le Président azerbaïdjanais Ilham Aliiev) a donné un conseil aux Français, leur disant que s'ils aiment tant les Arméniens, ils n'ont qu'à leur donner Marseille. Moi aussi, je leur donne le même conseil», a-t-il ajouté. Dans une apparente allusion aux actions du gouvernement turc et à leurs conséquences, Macron avait affirmé en septembre que «le peuple turc, qui est un grand peuple, mérite autre chose». Ankara avait vivement réagi à ces propos, qu'il a perçus comme une tentative de dresser le peuple turc contre le Président Erdogan. Dans ce contexte des plus tendus entre la France et la Turquie, l'Union européenne a par ailleurs expliqué, quelques heures avant la sortie d'Erdogan, envisager des sanctions contre Ankara. L'UE condamne en effet la poursuite des «actes unilatéraux» et la «rhétorique hostile» de la part de la Turquie, mais reste divisée sur la manière de sanctionner ces comportements lors du sommet européen du 10 décembre. «Nous avons tendu la main à la Turquie en octobre. Depuis, les choses n'ont pas été très positives. Nous avons vu qu'il y a eu des actes unilatéraux et une rhétorique hostile. Nous aurons un débat lors du sommet européen le 10 décembre et nous sommes prêts à utiliser les moyens dont nous disposons lorsque nous constatons qu'il n'y a pas d'évolution positive», a ainsi annoncé le président du Conseil européen. L'attitude des autorités turques n'est malheureusement en rien surprenante et n'est que le reflet de la dérive de plus en plus marquée d'un Erdogan qui ne semble plus, depuis longtemps déjà, se comporter avec la dignité d'un chef d'État et préfère l'invective et l'insulte à la discussion. F. M.

Bangladesh

1 640 Rohingyas transférés sur une île

Plus de 1 640 Rohingyas, transférés par les autorités bangladaises, sont arrivés vendredi sur l'île de Bhasan Char, que les organisations des droits humains estiment dangereuse, dans le cadre de la première phase d'un projet controversé de relocalisation de 100 000 réfugiés. Les bateaux ont accosté sur Bhasan Char vers 14h00 (08h00 GMT), a déclaré à l'AFP Shamsud Douza, un responsable des réfugiés au Bangladesh, accompagnant les Rohingyas. La sécurité a été renforcée vendredi sur l'île de 52 km², située dans le golfe du Bengale où un poste de police a été créé et près de 300 policiers, dont des femmes, ont été déployés, a déclaré vendredi à l'AFP le fonctionnaire de police Golam Faruq. Le Bangladesh a investi quelque 400 millions de

dollars dans la construction des abris pour accueillir les réfugiés et une digue haute de trois mètres autour des installations. Selon des responsables, les Rohingyas se verront attribuer des chambres et des équipements de base, nécessaires à la vie quotidienne.

Jeudi, des fonctionnaires avaient indiqué à l'AFP qu'environ 2 500 réfugiés rohingyas devaient être établis sur l'île lors de cette première phase de transfert. Selon son projet, Dacca prévoit de terme d'installer sur cette île battue par les cyclones et fréquemment inondée au moins 100 000 réfugiés rohingyas.

En parallèle, le bureau des Nations unies au Bangladesh avait publié un communiqué laconique assurant n'être «pas impliqué» dans ce processus de

relocalisation sur lequel il avait reçu «peu d'informations».

Selon ce communiqué, les Nations unies n'ont pas été autorisées à évaluer de manière indépendante la «sécurité, la faisabilité et la viabilité» de l'île, soulignant que les réfugiés «doivent pouvoir prendre une décision libre et informée sur leur réinstallation» et, une fois sur place, doivent avoir accès à l'éducation et aux soins de santé, et être en mesure d'en partir s'ils le souhaitent. Mais des organisations des droits humains, dont Human Rights Watch et Amnesty International, ont signalé jeudi que certains réfugiés étaient contraints à partir, ce que le ministre des Affaires étrangères du Bangladesh, A.K. Abdul Momen, a aussitôt réfuté. «C'est un foutu mensonge», a-t-il affirmé à l'AFP.

Prévention des conflits

Le Président tunisien appelle à un partenariat ONU-UA plus efficace

■ Le Président tunisien, Kaïs Saïed, a déclaré, vendredi, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, que la complexité de la situation en Afrique exige d'accélérer le développement des relations de coopération et de complémentarité entre l'ONU et l'Union africaine, afin que les peuples africains puissent disposer de mécanismes conjoints pour relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique, rapporte l'agence TAP.

Par Yanis F.

Le Président Kaïs Saïed s'est félicité du développement des relations de coopération entre l'ONU et l'UA, à travers, notamment, les réunions de concertation entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, et la coordination entre les pays africains, membres élus du Conseil de sécurité, ou dans la cadre des opérations conjointes menées dans plusieurs zones de tension en Afrique.

«Il nous faut, aujourd'hui, réaliser un bon partenariat dans les relations ONU-UA, de manière à asseoir un partenariat plus efficace dans la prévention des conflits et le traitement de leurs causes profondes», a-t-il précisé.

Le chef de l'Etat tunisien a souligné que la paix et la stabilité dans le continent africain restent tributaires de la volonté des Africains d'abord et d'un soutien onusien et international ensuite, pour impulser les efforts de développement et de réforme économique et financière et permettre la promotion des pays africains dans divers domaines.

La Tunisie compte acquérir 6 millions de doses de vaccin contre le Covid-19

Le ministre tunisien de la Santé, Faouzi Mehdi, a annoncé, vendredi, que la Tunisie compte acquérir 6 millions de doses de vaccin contre le coronavirus, grâce auxquelles 3 millions de Tunisiens seront vaccinés, soit 25 % du total de la population.

Dans sa réponse aux interventions des députés lors d'une séance plénière à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) consacrée à la discussion du projet de budget du ministère de la Santé pour l'année 2021,



Ph. > D. R.

Mehdi a indiqué que la Tunisie vise la vaccination de 50 % de la population.

Le ministère de la Santé focalise ses efforts sur l'élaboration d'un calendrier de vaccination contre le Covid-19 et d'une stratégie nationale pour déterminer les priorités liées à cette vaccination, a-t-il ajouté. Le ministre de la Santé a estimé, à cet effet, que le vaccin «est nécessaire pour atteindre un taux d'immunité collective de plus de 60 %, ce qui serait à même de stopper la propagation de l'épidémie», a-t-il expliqué. Le ministère s'engage à obtenir une vaccination efficace et sûre à plus de 90 %, a-t-il encore souligné.

Il a indiqué, à cet effet, que le nombre de cas de contamination par le Covid-19 dans le pays n'a pas dépassé les 12,7 % du nombre total des Tunisiens.

Mehdi a encore révélé que le nombre des cas de contamination par le coronavirus dans les rangs des cadres médicaux et paramédicaux, des agents, techniciens et administratifs du secteur de la santé en Tunisie, s'est élevé à 5 200 cas, avec 38 décès.

Il a ajouté que le nombre de lits de réanimation alloués aux

patients du Covid-19 a été porté à 290 lits, en plus de 1 900 lits d'oxygène, affirmant que le ministère est en train de créer de nouveaux hôpitaux de campagne dans la région du Grand Tunis et à Sfax.

Le ministère de la Santé s'apprête à approuver un système numérique de télémédecine, aussitôt émis le décret portant organisation de cette initiative, a ajouté Mehdi, expliquant que cette mesure permettrait aux patients de se soigner à distance, à domicile.

Concernant les problèmes liés à la pénurie de médicaments, le ministre a expliqué que ce manque est principalement dû à des problèmes d'approvisionnement en matières premières pour l'industrie locale ainsi qu'à des problèmes de liquidité à la Pharmacie Centrale.

En conséquence, a-t-il poursuivi, le ministère de la Santé a décidé d'œuvrer à fournir, dans les limites du possible, cette liquidité à la Pharmacie Centrale afin qu'elle puisse payer les fournisseurs étrangers et soulager la pression sur cette institution.

Dans ce même contexte, le ministère de la Santé a également décidé de réviser les prix

des médicaments importés et des génériques localement fabriqués en coordination avec le ministère du Commerce, a fait savoir Mehdi, rassurant les Tunisiens sur la disponibilité du stock stratégique des médicaments qui couvre une période de 3 mois, conformément aux standards internationaux.

1 403 nouvelles infections au Covid-19 et 56 décès supplémentaires en 24 heures

Le ministère tunisien de la Santé a signalé 1 403 nouvelles contaminations au nouveau coronavirus ainsi que 56 décès supplémentaires en 24 heures, suite à 4 649 analyses virologiques journalières, d'après un bilan publié vendredi dans la soirée.

Le pays franchit ainsi la barre des 100 000 cas confirmés de Covid-19, 100 683 cas précisément, depuis le 2 mars dernier.

Quant aux décès dus au Covid-19, le ministère de la Santé fait état de 3 415 morts.

Le nombre de guérisons grimpe à 74 513 depuis le début de la crise sanitaire dans le pays, alors qu'actuellement 309

patients sont en réanimation et 113 autres soumis à la respiration artificielle.

Depuis la rentrée scolaire le 15 septembre dernier jusqu'au 1^{er} décembre 2020, les chiffres officiels confirment 3 463 cas d'infection en milieu scolaire, dont 2 428 patients se sont rétablis, portant le taux de guérison à 70,1 %.

Selon le dernier bilan du ministère de l'Education, il s'agit de 1 470 élèves, 1 590 enseignants et 403 membres du personnel éducatif.

Maroc : le nombre des cas confirmés s'élève à 372 620 avec 3 996 nouvelles infections

Le Maroc a annoncé vendredi un total de 3 996 nouveaux cas d'infection au Covid-19, portant ainsi le bilan à 372 620 cas confirmés, a annoncé le ministère marocain de la Santé.

Le nombre de décès dus au coronavirus s'est établi à 6 136 (+73), tandis que le nombre de guérisons s'est élevé à 323 814 (+4 827), a précisé le bulletin quotidien du ministère de la Santé, ajoutant que 955 parmi les personnes atteintes du Covid-19 sont dans un état sévère ou critique dont 75 sous intubation.

Par ailleurs, le nombre total des cas exclus après des résultats négatifs d'analyses effectuées au laboratoire a atteint 3 665 981, selon la même source.

Le ministère invite les citoyens à porter les masques de protection, à respecter les règles d'hygiène et de sécurité sanitaire ainsi que les mesures préventives prises par les autorités marocaines, en faisant preuve de responsabilité et de patriotisme.

Y. F.

Afrique du Sud

La ministre des AE évoque avec l'ambassadeur sahraoui l'agression marocaine à El-Guerguerat

La ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, M^{me} Naledi Pandor, a discuté, jeudi, avec l'ambassadeur sahraoui à Pretoria, Mohamed Yeslelm Baisat, des relations bilatérales et des derniers développements dans la région, après l'agression marocaine, le 13 novembre dernier, contre des civils sahraouis à El-Guerguerat, a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS.

La rencontre entre la chef de la diplomatie sud-africaine et le diplomate sahraoui a été l'occasion de faire le point sur les derniers développements dans la région, à la lumière de l'agression marocaine contre les civils sahraouis et la vio-

lation par le Maroc de l'accord de cessez-le-feu le 13 novembre à El Guerguerat, a précisé SPS.

M. Baisat a présenté il y a un mois ses lettres de créances au Président sud-africain, M. Cyril Ramaphosa, en tant qu'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire où il a réitéré les liens d'amitié et les valeurs révolutionnaires partagés entre les deux peuples sud-africain et sahraoui, selon SPS.

Pour rappel, l'Afrique du Sud a pris mardi la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU. Les questions de paix et de sécurité figurent parmi ses priorités, à la lumière des multiples crises sécuri-

taires affectant diverses régions du monde, notamment sur le continent africain.

En même temps, l'inertie du Conseil de sécurité face aux agressions marocaines à El-Guerguerat est critiquée par les Sahraouis. Dans ce contexte, le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies, Sidi Mohamed Omar, a fustigé mercredi passé le Conseil de sécurité de l'ONU qui tarde à prendre des mesures condamnant l'agression marocaine contre les manifestants pacifiques sahraouis à El Guerguerat.

Evoquant la possibilité que les membres du Conseil de sécurité exami-

nent, au cours du mois de décembre, les questions de sécurité et de paix en Afrique – après que l'Afrique du Sud a pris la présidence du Conseil (s'en tenant à sa position soutenant la lutte du peuple sahraoui) – M. Sidi Mohamed Omar a indiqué que «la nouvelle agression du Maroc sur le territoire sahraoui, est une question qui concerne tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU en tant qu'organe qui a la responsabilité exclusive du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et non pas d'un pays en particulier».

R. M.



Manchester City

Le 1^{er} but de Mahrez contre Burnley nommé pour le but du mois de novembre



De Bruyne. Avant de doubler le score à la 26^e, sur une touche de Walker, dans un angle fermé, il se débarrasse de deux défenseurs avant d'envoyer le ballon dans le filet opposé. Au retour des vestiaires, il marquera le 5^e but des siens à la 69^e minute. De Bruyne lance superbement Foden dans l'espace sur l'aile

LE PREMIER but de Riyad Mahrez contre Burnley (5-0), samedi dernier en match de la 10^e journée du championnat d'Angleterre, a été nommé pour le but du mois de novembre en Premier League, a indiqué, vendredi, le club sur son site officiel. Aligné dans le onze de départ des Citizens, le capitaine des Verts s'est offert un triplé lors de cette rencontre, avec un doublé dans la première demi-heure de jeu pour permettre aux siens de mener très vite 2-0. Il a ouvert d'abord le score à la 6^e minute sur une passe dans la surface de

gauche, ce dernier centre fort au second poteau et Mahrez reprend de la tête pour marquer. Le but de Mahrez sera confronté à plusieurs autres beaux buts marqués au cours du mois de novembre. Parmi eux, on peut citer Raphinha pour Leeds United contre Everton, James Ward-Prowse et Danny Ings de Southampton pour leurs buts contre Aston Villa, Solly March pour sa frappe contre Villa, le but de Jamie Vardy contre Leeds United, Eberechi Eze pour son effort contre Leeds et la frappe d'Ola Aina contre Everton.

Saint-Etienne

Boudebouz : «J'ai souffert de ma mise à l'écart par Claude Puel»

L'INTERNATIONAL algérien, Ryad Boudebouz, a évoqué les difficultés qu'il a rencontrées après sa mise à l'écart à Saint-Etienne lors de l'intersaison, mais ne semble pas en vouloir au staff technique. «A un moment donné, il faut se recentrer sur ce qu'on fait, a indiqué Boudebouz dans un entretien accordé au quotidien «Le Progrès». Il ne faut pas oublier qu'on joue au foot parce qu'on aime ça et il faut apprécier les moments. Même si tu souffres avec tes potes, tu kiffes aussi. Certains s'éparpillent et oublient ça. Pas moi. Pendant les quatre mois, j'ai trop galéré pour venir et me prendre la tête. J'ai vraiment souffert, même si je ne l'ai pas montré».

Saint Etienne avait demandé à Ryad Boudebouz de trouver un nouveau point de chute durant le dernier mercato d'été après qu'il ait refusé de revoir significativement son salaire à la baisse. Ayant décidé de continuer l'aventure stéphanoise, l'ancien joueur du Bétis Séville ne semble pas en vouloir au staff technique et à la direction après sa mise à l'écart pendant quelques mois. «C'est toujours une question de respect. Le club te paie. Je ne suis peut-être pas d'accord avec lui mais ce que je dois faire, c'est sur le pré. Le peu de chose que je peux lui montrer, ça doit être sur le terrain, a expliqué Boudebouz. Je ne suis pas là pour créer des problèmes et je ne suis pas cette personne-là. Si demain je dois quitter le club, je n'ai pas envie de partir en froid avec Claude Puel, son adjoint ou le

président parce que j'estime qu'en dehors du foot, nous sommes des personnes et nous nous devons le respect». Boudebouz avait réintégré le groupe professionnel stéphanois en novembre dernier en rejoignant avec son club lors d'un match amical face à Grenoble (L2) (3-2), alors que son premier match officiel cette saison était contre le Stade Brestois pour le compte de la 11^e journée. Arrivé à Saint-Etienne au cours du mercato estival 2019 en provenance du Bétis Séville, Boudebouz (25 sélections) n'a inscrit qu'un seul but en 24 matches la saison dernière, et délivré quatre passes décisives.

Ligue des champions d'Afrique

Neghiz qualifie le match face à Sfax de finale avant la lettre

■ Le coach du Mouloudia d'Alger, Nabil Neghiz, qualifie la prochaine confrontation en seizièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique face à la formation tunisienne du CS Sfax de finale avant la lettre, sachant que cette équipe a une grande expérience en compétitions continentales et pour habitude d'aller loin dans ce genre de tournois.



Neghiz sait que la mission face à Sfax ne sera pas facile

Par Mahfoud M.

«**J**e préfère affronter un club maghrébin voisin plutôt qu'une équipe de l'Afrique subsaharienne avec toutes les conditions difficiles liées notamment au climat, qui peuvent prévaloir là-bas. Ça sera une véritable finale avant la lettre avant d'entrer dans les poules», a-t-il souligné dans une déclaration à la Radio nationale. «Nous allons jouer ce derby sur une excellente pelouse, que ce soit à Sfax ou bien à Alger», a-t-il ajouté. Neghiz a estimé que son équipe manquait encore de rythme en ce début de saison, soulignant qu'il comptait y remédier en vue notamment de l'éventuel double confrontation face au CS Sfax. «Jouer 90 minutes de la même manière c'est très difficile de le faire. Nous sommes très loin de ce niveau. Il y a des

moments forts au cours desquels il faudra s'imposer et être efficace, et en même temps des moments faibles qu'il faudra gérer. D'ici au premier match face au CS Sfax (22-23 décembre, ndlr), on va essayer de hisser notre niveau de jeu, en ayant plus d'automatismes et d'enchaînements, cela devrait se réaliser en jouant les matchs du championnat, à travers lesquels on va essayer de régler nos imperfections», a-t-il conclu. Par ailleurs, la Confédération africaine de football annoncera que le match qui devait se jouer entre le MCA et les Buffles de Borgou, pour le compte du match retour du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique, et qui n'a pas eu lieu à la date fixée, soit vendredi dernier, sera traité par la commission d'organisation des compétitions interclubs et de la gestion du système d'octroi de licence de clubs qui prendra une

décision. Cela veut dire que le MCA n'est pas au bout de ses peines et qu'il y a une possibilité que le match soit reprogrammé à nouveau, si la CAF arrive à une conclusion qu'il n'y a pas de vols directs entre les deux pays, ce qui a rendu le déplacement des Béninois à Alger impossible. Toutefois, les dirigeants du Doyen estiment qu'ils sont dans leurs droits, surtout qu'ils avaient attendu la délégation du club béninois à l'aéroport et qu'ils ont même envoyé un bus pour la ramener à l'hôtel avant qu'ils ne soient surpris par leur absence. Ils ne souhaitent donc pas refaire leur match, surtout que les arbitres égyptiens, eux, étaient au rendez-vous, et cela prouve que les frontières n'étaient pas fermées comme ils le prétendaient.

M. M.

Ligue 1 (2^e journée)

Encore une journée dominée par les nuls...

La 1^{re} partie de la 2^e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputée vendredi, a pratiquement ressemblé à la précédente, avec son lot de matchs nuls (3) sur un total de quatre, et qui a donné lieu un regroupement de cinq équipes en tête du classement, en attendant la suite de cette journée prévue hier. La principale affiche de vendredi, entre le MC Oran et la JS Kabylie, n'a pas dérogé à la règle, avec le nul vierge qui ne satisfait nullement les hommes de Bernard Casoni, en quête de leur premier succès de la saison à domicile. Cette rencontre dont la 2^e mi-temps a été jouée sous une pluie battante, a permis au nouveau coach des «Canaris», Youssef Bouzidi, lequel a dirigé ses joueurs à partir des tribunes faute de licence, de revenir avec le point du match nul après le semi-échec de la 1^{re} journée à domicile face au CABBA (0-0). La seule victoire de la journée est revenue à l'AS Ain M'illa, exempté de la première journée, qui débute la saison avec

le sourire en venant à bout de son voisin, le NC Magra (2-1). Les locaux se sont remis à l'efficacité de leur buteur attiré, Hamza Demane, auteur d'un doublé (8^e s.pen) et (80^e), alors que le NCM avait égalisé entre-temps par Guenaoui (16^e). L'autre club ayant débuté la saison, l'USM Bel-Abbès a réalisé également une bonne performance en allant accrocher le CA Bordj Bou Arréridj (1-1).

Ayant mené au score grâce à Abbas (45^e), les hommes de Liamine Boughara ont farouchement résisté jusqu'à la 70^e minute avant de concéder le but égalisateur signé Guettal (70^e). Le CABBA enregistre donc son 2^e nul en 2 matches, tout comme le Paradou et le CS Constantine qui se sont séparés sur un score de parité (2-2). Les Pacistes qui accueillent leurs adversaires à Dar El-Beida, dont le stade vient d'être homologué par les services concernés de la LFP, ont crû trop tôt à la victoire en menant (2-0) : buts de Ben Bouali (30^e) et

Guennanou (39^e), avant que le buteur constantinois, Mohamed Bentahar, géri du Covid-19, ne plante deux banderilles mortelles (41^e et 90^e+1), permettant ainsi à son équipe de ramener un point précieux de son déplacement à Alger. La 2^e partie de cette seconde journée s'est poursuivie hier avec le choc JS Saoura - USM Alger qui pourrait sourire aux locaux du sud-ouest algérien, devant une équipe algéroise battue «at home» samedi dernier et frappée par une série de cas positifs au Covid-19 (6 joueurs touchés). L'ES Sétif, auteur d'une retentissante victoire chez l'USM Alger (2-0), pourrait rester leader en cas de victoire à domicile devant le nouveau promu RC Relizane. Cette 2^e journée a été tronquée de deux matchs : MC Alger - O. Médéa et CR Belouizdad - JSM Skikda, reportés à une date ultérieure en raison de l'engagement des deux clubs algérois au tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique, prévu ce week-end.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Huit personnes secourues

Effondrement d'un vieil immeuble à La Casbah d'Alger

HUIT personnes ont été secourues et évacuées, hier à l'aube, suite à l'effondrement d'un mur extérieur et des escaliers d'un ancien immeuble sur les hauteurs de La Casbah d'Alger, «sans qu'aucune victime ne soit déplorée», a-t-on appris auprès des services de Protection civile. «Immédiatement après l'effondrement partiel de cet ancien immeuble, situé au 5 rue Nafissa sur les hauteurs de La Casbah, les agents de la Protection civile sont intervenus pour secourir huit personnes occupant les lieux», a précisé à l'APS le chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah. Il a ajouté que trois camions, trois ambulances et une équipe de secours

avaient été mobilisés pour cette opération. De son côté, le P/APC de La Casbah, Omar Zili, a fait savoir que l'immeuble en question se compose d'un rez-de-chaussée et premier étage, ajoutant que «les quatre familles qui y habitaient ont été évacuées et prises en charge dans les meilleures conditions». Le P/APC a indiqué que «le wali d'Alger avait donné son accord pour le relogement des familles sinistrées, rappelant qu'une partie des habitants de cet immeuble fragile avait bénéficié d'une opération de relogement en 1987». «Environ 80% du tissu urbain de La Casbah est vieux et fragile, et plus de 1 300 immeubles classés rouge nécessitent le relogement de leurs occupants», a-t-il souligné.

Dalil Y.

Accident de la circulation routière à Béjaïa

Deux personnes trouvent la mort

UN HOMME de soixante ans et une femme d'une quarantaine d'années, tous deux originaires de Sidi-Aïch, ont trouvé la mort hier matin dans un accident de la route sur la l'autoroute de Béjaïa (sens Béjaïa-Alger), commune de Boudjellil, près du village Allaghan. «L'accident a eu lieu vers 07h19», précise la cellule de communication de la

Protection civile de la wilaya de Béjaïa. Il s'agit d'une collision d'un véhicule de marque Sangyoung avec un camion poids lourd. Les éléments de la Protection civile sont intervenus et ont évacué les corps des deux victimes vers la morgue de l'EPSP de Tazmalt.

H. C.

TiziOuzou/ Des suites d'un incendie de maison

Une vieille dame meurt brûlée

UNE FEMME âgée est décédée vendredi des suites d'un incendie de maison au village Ighendoussen, commune de Ain Zaouia (30 km au sud-ouest de Tizi Ouzou), a indiqué, hier, un communiqué de la Protection civile. «Les éléments de la Protection civile de l'unité de Draa el Mizan sont intervenus vendredi à 15h15 pour un feu dans une maison en rez-de-

chaussée, au village Ighendoussen, commune de Ain Zaouia. Le corps de la victime (92 ans) a été déposé à l'hôpital de Draa el Mizan et un homme (56 ans) et deux femmes (53 et 30 ans), choqués et incommodés par la fumée, ont été évacués vers l'hôpital de Boghni», précise la même source.

Cinéma

Décès de l'acteur Mohamed Djouhri

L'ACTEUR algérien Mohamed Djouhri est décédé vendredi à l'âge de 70 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. Né à Alger en 1950, Mohamed Djouhri a fait une première apparition sur grand écran en tant que figurant en 1966 dans «La bataille d'Alger», du réalisateur italien Gillo Pontecorvo. Il a joué dans des dizaines de films, à l'instar de «Hors-la-loi» de Rachid Bouchareb, «L'adieu à la nuit» du Français André Téchiné, «Zabana!» de Saïd Ould Khelifa, ou encore «En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui. Il a également sou-



vent joué dans des films du réalisateur Ammar Si Fodil qui lui avait confié des rôles dans «El Achiq», «Jours de cendre» et «Le sang des loups». M. O.

vols de rapatriement des ressortissants Algériens bloqués à l'étranger



Loumis

Djalou@hotmail.com

Plusieurs activités impactées par le Covid-19 concernées

Les conditions d'indemnisation des commerçants fixées

■ Les commerçants dont l'activité a été impactée par l'épidémie de coronavirus bénéficieront d'indemnisations de la part des autorités publiques. Le ministère du Commerce a adressé une correspondance aux directeurs de wilaya, leur demandant d'établir une liste des commerçants dont l'activité a cessé à cause du Covid-19.

Par Aomar Fekrache

Selon la correspondance en question, les activités commerciales concernées sont les salles de fêtes, les salles de sports et de jeux, les cybercafés, les hammams et les salons de coiffure. Pour les commerces de détail, l'on cite les gâteaux et pâtisseries, les commerces de vêtements et de chaussures, ceux des ustensiles de cuisine et de produits électroménagers, ainsi que les commerces de tissus et de textile. L'instruction précise que l'octroi d'indemnisation se fera après une évaluation stricte de la situation financière des commerçants durant la période de mars, avril et mai 2020. Les aides prévues seront accordées à tout commerçant dont l'activité a été suspendue dans le cadre des mesures prises par les autorités publiques durant la période de confinement. Toutefois, des conditions ont été arrêtées pour que le commerçant puisse bénéficier d'indemnisation. Il a été indiqué que le concerné doit posséder un registre du commerce et que son revenu annuel déclaré aux services de la

Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) pour l'exercice 2019 soit moins ou équivalent à 480 000 DA et d'être à jour pour les cotisations. L'on apprend aussi que la liste des commerçants qui ont cessé leur activité se fera en coordination entre les inspecteurs du ministère des Finances et l'Association nationale des commerçants algériens. Cette instruction devrait être une bouffée d'oxygène pour des milliers de commerçants contraints à baisser rideau pendant plusieurs mois, à cause de la crise sanitaire. Les autorités publiques avaient, dans un premier temps, décidé d'octroyer une indemnisation de 30 000 DA aux commerçants exerçant certaines professions libérales. Une mesure qui n'a toutefois pas bénéficié à tout le monde en raison notamment de blocages bureaucratiques. Aussi, une aide de 10 000 DA a été décidée pour les travailleurs de différents métiers qui se sont retrouvés au chômage à cause de la pandémie. Par la présente mesure, le ministère de tutelle semble décidé à agir à travers un travail de terrain, ce qui n'est pas pour déplaire aux

commerçants exerçant de manière réglementaire et qui sont à jour pour leurs cotisations. Lundi dernier, le gouvernement a décidé le prolongement de la limitation, pour 15 jours et dans les 34 wilayas concernées par le confinement partiel à domicile, du temps d'activité de certains commerces qui devront cesser toute activité à partir de 15 heures. Il s'agit du commerce des appareils électroménagers, d'articles ménagers et de décoration, de literies et tissus d'ameublement, d'articles de sport, de jeux et de jouets, des lieux de concentration de commerces, des salons de coiffure pour hommes et pour femmes ainsi que des pâtisseries et confiseries. Aussi, les cafés, restaurants et fast-foods limitent leurs activités uniquement à la vente à emporter et sont également soumis à l'obligation de fermeture à partir de 15 heures. C'est dire que de nombreux commerçants continuent à pâtir des effets de la crise sanitaire et l'intervention de l'Etat pour sauver ces activités et assister, en premier lieu les travailleurs, est plus que nécessaire.

A. F.